



Georges Labica, parcours d'un intellectuel communiste

Stathis Kouvélakis

AVEC LE DÉCÈS DE GEORGES LABICA, en février dernier, la pensée marxiste a perdu une figure majeure, en France et dans le monde. Il est assurément difficile de rendre compte dans ces quelques notes d'une personnalité et d'une trajectoire aussi riches que les siennes. Disons d'emblée que Labica n'avait strictement rien de l'intellectuel coupé de la pratique et qu'il était tout le contraire du militant qui aurait abandonné le terrain de la recherche théorique. Comme l'atteste son parcours biographique et intellectuel, chez lui, le marxisme en tant qu'unité de la théorie et de la pratique atteignait sa vérité même. Et le marxisme de Labica était aux antipodes d'une pensée d'école : nourri des débats et des figures majeures des années de l'après-guerre, il se caractérise par une grande singularité, signe d'un écart persistant aux tendances dominantes de son temps, auxquelles il a pourtant pleinement participé et dont il est, par bien des aspects, un représentant éminent.

Le premier élément saillant dans le parcours de Labica, à la fois dans un sens chronologique et, surtout, parce qu'il est central à son intelligibilité, est le rôle décisif de sa participation à la lutte anticoloniale, qui est, ne l'oublions pas, la grande affaire de l'après-guerre en France. Né à Toulon en 1930, dans une famille ouvrière, Labica étudie la philosophie, découvre le marxisme, et rejoint en 1954 le PCF, alors au sommet de son influence. Son premier poste d'enseignant en philosophie le destine à Alger, et c'est là, à partir de 1956, que, plutôt que de rejoindre les rangs du PC algérien, il entre en contact avec les réseaux du FLN et participe à la lutte du peuple algérien pour sa libération. Voulant éviter son incorporation au contingent français en Algérie pour cause de service militaire, il est nommé dans un bataillon disciplinaire de chasseurs alpins à Barcelonnette, où il reste pendant plus de deux ans, entre 1958 et 1960. De retour à Alger, Labica plonge à nouveau dans l'activité clandestine, devient l'un des responsables de l'organe du FLN *El Moudjahid*, et se cache dans la kasbah d'Alger. Sa tête est mise à prix par l'OAS. Il reste en Algérie après l'indépendance (jusqu'à l'automne 1968), obtient un poste à l'université d'Alger et participe activement à la formation des cadres du jeune Etat indépendant, vers lequel se tournent alors les regards des révolutionnaires et des militants anti-impérialistes du monde entier.

Ses premiers travaux portent sur de grandes figures de la pensée arabomusulmane¹, ainsi que sur les rapports du marxisme aux spécificités nationales et culturelles des pays non-européens. Ces thèmes : le rapport de la politique

¹/ cf. l'ouvrage majeur qu'il publie en 1965 à Alger : *Politique et Religion chez Ibn Khaldoun*. Pour les références des ouvrages cités de Georges Labica, se reporter à la bibliographie en fin d'article.

et de la religion, la puissance sub-
jectivante et mobilisatrice de celle-ci,
le rôle de l'idéologie dans les pra-
tiques sociales, la réinvention (et non

l'« application ») du marxisme dans les contextes spatio-temporels particuliers comme véritable épreuve de son universalité, resteront au centre de sa recherche.

Au printemps 1968, peu avant son retour définitif en France, Labica se trouve à Paris en tant que délégué au congrès du SneSup. Il participe avec enthousiasme aux événements de mai-juin. A partir de la rentrée de cette année là, et jusqu'à la fin de son activité professionnelle, il enseignera la philosophie, et fera découvrir Marx et la tradition marxiste à de nombreuses générations étudiantes, à l'université de Nanterre. Il milite au PCF, devient membre du comité fédéral des Hauts-de-Seine, et enseigne à l'école centrale des cadres du parti. Il participe en même temps activement à la revue *Dialectiques*, animée par des intellectuels membres du PCF mais indépendante du parti (et à distance de celui-ci), qui connaîtra un succès considérable entre 1974 et la fin des années 1970 (elle s'arrête en 1982), avec une diffusion atteignant souvent les dix mille exemplaires. Elle servira de lieu stratégique à la réflexion des intellectuels communistes critiques et de passerelle entre l'aire intellectuelle proche du philosophe communiste Louis Althusser et l'euro-communisme de gauche tel qu'il était proposé par certains secteurs des PC italien et espagnol et des intellectuels basés en France comme Nicos Poulantzas et Christine Buci-Glucksmann. Les travaux de Labica de cette époque portent pour une large part sur Lénine, et la marque d'Althusser y est visible. Ils comportent une dimension critique implicite mais évidente vis-à-vis de la stratégie électoraliste et bureaucratique de la direction du PCF. Avec Althusser et ses proches, Labica critiquera l'abandon de la « dictature du prolétariat » par le PCF en 1976, et défendra une approche que l'on pourrait qualifier de « léniniste non-dogmatique » des questions de l'État, de la stratégie révolutionnaire et des rapports de la démocratie et de la révolution.

Pourtant, sa thèse ² révèle une prise de distance décisive à l'égard d'Althusser, dont les conséquences s'avèrent considérables : si Labica reprend l'idée d'une séquence de ruptures, qui conduit le jeune Marx à se séparer de sa « conscience philosophique d'autrefois », et tout particulièrement de son moment humaniste-feuerbachien (et plus largement jeune-hégélien), cette rupture ne conduit pas Marx vers une nouvelle philosophie, à la mesure de la science nouvelle qu'il fonde, le « matérialisme historique ». Pour Labica, Marx rompt avec toute philosophie, sa voie est celle d'une « sortie de la philosophie », vers son dehors : la lutte de classes et les découvertes de la science révolutionnaire qui émerge de sa critique de l'économie politique et de sa rencontre avec le mouvement ouvrier. « Pour un marxiste, pas de philosophie », telle est la thèse qu'il défend, contre l'idée archi-dominante d'une « philosophie marxiste », qui serait restée à l'état latent chez Marx et qu'il reviendrait à la postérité de développer. En réalité, comme le montrera Labica dans ses travaux ultérieurs, cette « philosophie marxiste » n'est autre chose que la construction d'une orthodoxie théorique par les organisations, puis par les

États, qui se sont appropriés la doctrine de Marx pour leurs fins propres. S'ils lui ont ainsi assuré une diffusion

^{2/} Publiée en 1976 sous le titre *Le Statut marxiste de la philosophie* et dirigée par Maurice de Gandillac.

de masse, ce fut au prix d'une instrumentalisation, d'une transformation de la théorie en caution des choix tactiques des groupes dirigeants. Sur ce point crucial, Labica critiquera Althusser de n'être pas allé jusqu'au bout de sa rupture avec le moule théorique de l'orthodoxie, avec son obstination à défendre l'idée d'une « philosophie marxiste », et revendiquera sa filiation avec le « marxisme *underground* »³ des grands hérétiques du siècle passé (de Bloch à Sartre), et tout particulièrement avec Henri Lefebvre. De ce dernier, il partage plus particulièrement la critique de la philosophie comme co-substantielle à l'Etat, avec Hegel en tête et Staline (le « Hegel du pauvre ») en fin de cortège, ainsi que la recherche d'une voie « métaphilosophique » (quoique sur un mode moins poétique).

Ainsi, ce débat en apparence spéculatif renvoie à des enjeux politico-intellectuels tout à fait immédiats dans la France des années 1970. Le décor était planté pour les grandes ruptures qui allaient suivre. Avec la fin de l'Union de la gauche, la crise du PCF et la grande sécession de l'intelligentsia communiste, Labica rejoint les rangs des militants en rupture de ban, plus précisément ceux qui critiquent la direction du parti « sur sa gauche ». Il est l'un des animateurs de l'appel « union dans les luttes », lancé en 1978, et publie l'année suivante, avec Etienne Balibar, Guy Bois et Jean-Pierre Lefebvre, l'ouvrage *Ouvrons la fenêtre camarades !*, l'une des meilleures analyses marxistes de l'Union de la gauche et des raisons profondes de son échec. Labica quitte le PCF en 1982, mais demeure politiquement actif et inébranlable dans son engagement communiste.

C'est paradoxalement, en un sens, au cours des années qui suivent, que son rôle deviendra le plus central dans la destinée du marxisme en France, c'est-à-dire dans la période de défaite historique du projet révolutionnaire, de déferlement d'un anti-marxisme virulent dans l'ensemble de la sphère culturelle et de démission politique des intellectuels. Comme l'a souligné André Tosel, c'est Labica qui « permet de fixer les limites du retrait de la théorie marxiste en le transformant en retraite intelligente, base de nouveaux re-traitements (dont lui-même donna quelques échantillons) »⁴. Et c'est grâce au travail collectif de très grande ampleur dont il fut l'infatigable animateur qu'une telle tâche put être menée à bien. Les jalons principaux en sont le *Dictionnaire critique du marxisme* (1^{re} édition 1982), le colloque du centenaire de la mort de Marx (1983), puis, jusqu'en 1995, les activités foisonnantes de l'équipe de recherche « Philosophie politique, économique et sociale ».

Au cours de cette période, Labica se rapproche de la LCR. Il sera lui-même candidat aux législatives de 1986, dans les Hauts-de-Seine, dans des listes « alternatives » soutenues notamment par la LCR, le PSU et des militants associatifs. S'il soutient la candidature de Pierre Juquin (dirigeant du PCF exclu du parti) à l'élection présidentielle de 1988, il désavouera ce dernier, et ses

3/ Selon son expression, en hommage à la musique, et avant tout au jazz, dont il était férù.

4/ André Tosel, « Devenirs du marxisme 1968-2005. Du marxisme léninisme aux mille marxismes », texte disponible sur le site du séminaire Marx www.marxau21.fr

anciens camarades rénovateurs, lorsqu'ils rompent l'alliance avec la Ligue. Dans les travaux de cette période, il revient sur la question de l'idéologie, avec un « grand petit

livre», *Le Paradigme du Grand Hornu*, qu'il publie aux éditions La Brèche (liées à la LCR) en 1987, et sur la rupture de Marx avec la philosophie, dans un ouvrage de référence portant sur les « thèses sur Feuerbach ». Dans la foulée du bicentenaire de la Révolution française, il publie un essai marquant sur Robespierre, qui place au centre de l'analyse le dirigeant-philosophe, inventeur de concepts adéquats à une situation inouïe – une révolution inédite dans l'histoire humaine –, au premier rangs desquels ceux de la doctrine du « gouvernement révolutionnaire ». Une doctrine que Labica situe à l'origine d'une séquence qui se poursuit avec la « dictature du prolétariat » de Marx et de Lénine, et que, à rebours de tous les « antitotalitarismes », il place au centre de la politique démocratique moderne, en tant qu'état d'exception fondateur, saut périlleux hors de la légalité existante constitutif du moment inaugural de la souveraineté populaire.

Ce sont ces thèmes qu'il approfondira dans ses deux derniers livres, que l'on peut considérer comme son testament théorique : *Démocratie et Révolution* et *Théorie de la violence* ⁵. Là encore, point de spéculation détachée du réel, mais une interrogation serrée des réalités nouvelles du capitalisme mondialisé, suivant de près une expérience militante à dominante anti-impérialiste, qui l'amène à entreprendre de nombreux voyages, tout particulièrement en Amérique latine et en Palestine. Au cours de ses dernières interventions, Labica n'a cessé de mettre l'accent sur trois aspects qu'il considérait comme essentiels à la reconstruction d'une pensée et d'une action révolutionnaires :

- la nécessité d'une rupture, du bris de la mondialisation en tant que forme renouvelée de *domination impérialiste*, consubstantielle à l'ordre capitaliste et cela dès son origine ;
- la critique radicale des conceptions libertaires qui refusent la prise du pouvoir d'État comme condition d'une transformation sociale d'ensemble. A ces impasses, il convient d'opposer l'exigence démocratique qui s'affirme de toute part, celle d'une démocratie de masse s'attaquant aux fondements de l'ordre existant, que seule une révolution anticapitaliste est susceptible de porter et de maintenir en vie ;
- la défense de la violence révolutionnaire en tant que violence émancipatrice, nécessaire réponse à celle du système qu'il s'agit de détruire.

Inutile de dire à quel point ces thèses sont « inactuelles », peu susceptibles de faire « consensus » – terme qu'il détestait sans doute plus que tout autre. Autant qu'il détestait cette posture politique et intellectuelle, si répandue dans la gauche actuelle, qui consiste à intérioriser la défaite, pour s'en accommoder ou s'y complaire. Il n'est nullement exagéré de dire que toute son énergie au cours des dernières décennies a été consacrée à forger les outils nécessaires pour se défaire de cette défaite là, et ouvrir de la sorte des voies concrètes à un projet révolutionnaire lui-même transformé par les dures leçons du passé. C'est pour tout cela que son travail et, disons-le, son courage, sont à un tel point nécessaires pour nous, à ce moment précis où tant de chantiers sont à reprendre et d'expériences nouvelles à vivre.

⁵/ Sur le premier ouvrage, voir notre recension « Intervenir en marxiste », *Contretemps*, n° 13 (ancienne série), 2005 ; sur le second, voir le texte qui suit.

à ce moment précis où tant de chantiers sont à reprendre et d'expériences nouvelles à vivre.